

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5290>

# Interrogations sur l'origine de l'alerte à la bombe dans le Luxembourg-Bâle

- Terrorisme - France -



Date de mise en ligne : vendredi 10 août 2007

---

Spyworld Actu

---

La préfecture du Bas-Rhin a indiqué en début de soirée, jeudi 9 août, que les contrôles renforcés instaurés depuis la veille dans les trains et les gares du Grand-Est étaient levés. Le plan Vigipirate a toutefois été maintenu au niveau rouge. Des mesures avaient été prises depuis la veille, notamment sur les trains Luxembourg-Bâle, suite à la révélation d'une menace terroriste et la diffusion de l'identité de suspects, dont quatre étaient apparemment iraniens.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, le ministère de l'intérieur avait indiqué qu'"aucun risque particulier" n'avait été identifié. L'information provenait, au départ, d'"échanges entre services européens". Il se confirme que la source était, en fait, les services de renseignement luxembourgeois.

Ces derniers avaient prévenu, notamment, la DST et les services allemands. Basé sur le témoignage d'un informateur - non identifié - des policiers grand-ducaux, le renseignement évoquait une menace d'attentat à l'explosif par quatre hommes d'origine iranienne et peut-être un cinquième, d'origine afghane.

Les vérifications de l'identité des suspects, effectuées jeudi dans différents Etats, n'ont rien donné, affirme l'Esisc, un centre bruxellois d'étude sur le renseignement, "parce que ces personnes ne sont pas connues ou que leur identité est fictive". Au Luxembourg, où le niveau d'alerte a également été abaissé, "l'enquête se poursuit", assure le parquet.

Un élément trouble les spécialistes européens de l'antiterrorisme : l'allusion, faite dès mercredi soir, notamment par TF 1 - imitée ensuite par d'autres médias - à l'appartenance politique des prétendus suspects iraniens. Ils auraient été liés à l'Organisation des moudjahidins du peuple iranien (OMPI).

Cette formation d'opposition au régime des mollahs figure toujours sur la liste des organisations terroristes établies par l'Union européenne au lendemain des attentats de 2001. Elle n'est toutefois pas liée au terrorisme islamiste et a bénéficié, en décembre 2006, d'une décision favorable de la Cour européenne de justice. Les juges luxembourgeois s'étaient prononcés pour la fin du gel des avoirs de l'OMPI, décrétée en 2002 par le Conseil européen.

Depuis, les opposants iraniens, soutenus notamment par des députés européens et des magistrats, se battent avec divers moyens légaux pour obtenir le respect de cette décision de la Cour de Luxembourg. "On comprend vraiment mal pourquoi ils auraient préparé une action terroriste", avoue un haut responsable de la sécurité, à Bruxelles. "Sauf à penser que certains de leurs membres auraient été "retournés" par Téhéran", ajoute cet officier qui s'exprime sous couvert d'anonymat.

### **COUP DOUBLE**

Ce commentaire laisse entendre que, selon certains experts, le régime iranien pourrait être mêlé, d'une manière ou d'une autre, à l'épisode luxembourgeois.

En tentant de discréditer ses opposants tout en faisant renaître le spectre d'une menace terroriste en Europe, il aurait pu tenter de faire coup double. Et de faire douter ceux qui, sans approuver le programme et les méthodes de l'OMPI, demandent aux dirigeants européens de respecter une décision de justice.

Contacté par Le Monde, Mohammad Mohadessin, président du comité des affaires étrangères du conseil de la résistance iranienne, a démenti toute implication de l'OMPI dans un éventuel projet d'attentat. Il assure par ailleurs que les militants de ce mouvement "respectent scrupuleusement les lois de leur pays de résidence".

*Post-scriptum :*

<http://www.lemonde.fr/web/article/0...>